

Dossier d'autorisation d'urbanisme

02227820V0003

Saint Brieuc - Côtes-d'Armor

Type

Permis d amener

État

Annulé

Autorisation

11/08/2020

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 31/07/2026 à 16:28 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	02227820V0003
Type	Permis d amener
État d'avancement	Annulé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	BAIE D'ARMOR AMENAGEMENT
SIREN / SIRET	752182295 / 75218229500036

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2020
Autorisation	11/08/2020
Décision	11/08/2020
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2020-08
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	2020-08

Localisation

Adresse	RUE COQUELIN SAINT BRIEUC 22000
Commune	Saint Brieuc (22278)
Département	Côtes-d'Armor (22)
Région	Bretagne (53)
Code postal	22000
Parcelles cadastrales	DE 195, DE 174, DE 145

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Annulé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	9db13a09-72a9-4871-b430-13872b4890b3
Première importation	19/05/2026 10:00
Dernière observation	19/05/2026 10:00

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
BAIE D'ARMOR AMENAGEMENT (BAIE D'ARMOR AMENAGEMENT)	752182295	Société du permis
519959407	519959407	Commissaire aux comptes titulaire
COGEP	400833596	Société liée
COMMISSARIAT ET AUDIT	950453977	Commissaire aux comptes titulaire
PHILIPPE BOURBON	-	Président de SAS
CATHERINE CREVAN (MICHEL)	-	Administrateur
SYLVIE CAGNATO (CHOVELLE)	-	Administrateur
LAURENT ANDRÉ CHAPART	-	Directeur général délégué
MANUEL GREAU	-	Directeur général délégué
MATHIEU ALFRED STENGER	-	Directeur général délégué
VINCENT MAURICE PHILIPPE VAUTIER	-	Président du conseil d'administration
COGEP AUDIT	389488727	Commissaire aux comptes suppléant
COMMISSARIAT ET AUDIT	950453977	Commissaire aux comptes titulaire
ANTOINE POURIEUX	-	Directeur Général
MATHIEU ALFRED STENGER	-	Directeur Général
VINCENT MAURICE PHILIPPE VAUTIER	-	Président de SAS
ALINE MARTINE LE BOEDÉC	-	Administrateur
ANDRE YVES FRANCOIS GUYOT	-	Administrateur
BLANDINE BEATRICE CLAESSENS	-	Administrateur
CHRISTINE SIMONE MARIE EUGENIE ORAIN (GROVALET)	-	Administrateur
JEAN-LUC PIERRE EVE HUBERT GOUYETTE	-	Administrateur
JOEL FRANCIS ARSENE LE BORGNE	-	Administrateur
LAURE CAROLINE MITNIK	-	Administrateur
NADIA LAPORTE (FOURATI)	-	Administrateur
PASCAL ANDRE DANIEL PRIDO	-	Administrateur
PHILIPPE JEAN JACQUES PIERRE	-	Administrateur
RACHID DYDA	-	Administrateur
SERGE FRANCIS JEAN PIERRE GUINARD	-	Administrateur
STEPHANE YVES-ROGER L'HER	-	Administrateur
SYLVIE PAULETTE EUGENIE GUIGNARD (BRUYEN)	-	Administrateur
THIBAUT GUIGNARD	-	Administrateur

HERVE GUIHARD

-

Président du conseil d'administration

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.